

Antisoviétisme, austérité, racisme

Mitterrand pave la voie à la réaction

15 juin -- Dans le contexte instable d'une profonde crise capitaliste gérée par un front populaire qui, un an seulement après son arrivée au pouvoir, a pris l'opposé de ses promesses électorales d'une "relance" keynésienne et qui est maintenant profondément discrédité parmi toutes les classes de la société, la police descend dans la rue pour une tentative sinistre et bien organisée de se débarrasser de toute forme de contrôle des institutions. Dans la bouffée de guerre civile qui a marqué les manifestations de milliers de flics, de nombreux armés, le 3 juin, un des dirigeants des flics s'enthousiasmait: "Nous avons été calmes, nous ne le serons pas toujours" (*le Matin*, 4-5 juin). Ce qui promet de se développer maintenant, c'est une spirale continue de mobilisations contre le gouvernement, comme celles des petits commerçants et des étudiants encadrés par l'extrême droite et les fascistes en mai et celles de la police en juin, entraînant à chaque fois des couches de plus en plus larges de la société. Selon combien de temps cela va durer et combien consciemment la polarisation se fait sur des lignes de classe, "la machine à calculer du parlementarisme" chère aux dirigeants réformistes traîtres de la classe ouvrière, aujourd'hui majoritaires au Palais Bourbon, peut simplement perdre toute importance.

Les partis bourgeois de droite, qui ne sont pas habituellement partisans de l'indiscipline "antirépublicaine" dans la police, exploitent la haine viscérale de la police contre le soi-disant "laxisme" social-démocrate pour muscler leur appel à de nouvelles élections ou à un référendum. Ils sont soucieux de reprendre les rênes du pouvoir gouvernemental pour mettre un terme à la désintégration de l'économie provoquée par l'intersection de la réelle incompetence et des zigzags économiques du régime de Mitterrand avec une dépression économique internationale. Ils craignent à juste titre que ce front populaire même d'un rose pâle -- et même s'il est violemment antisoviétique -- n'arrive plus à s'assurer la confiance de la finance internationale. Et ce que la bourgeoisie envisage c'est au bout du compte une attaque de grande envergure contre les syndicats, plutôt que de s'en remettre au PCF et aux bureaucraties syndicales, comme Mitterrand l'a fait, pour maintenir le couvercle en place. Car la "paix sociale" que Mitterrand offre à la bourgeoisie n'est, à leurs yeux, qu'un fétu de paille, et ils ont raison.

Le problème n'est pas "l'unité de la gauche pour battre la droite", comme on entend les suivistes d'"extrême gauche" du front populaire

le dire. La LTF n'a jamais voté pour Mitterrand et n'a jamais accordé aucune confiance au front populaire au pouvoir. Le "soutien critique" que la LCR et LO donnent à la coalition de Mitterrand est une trahison de classe qui pave la voie à une défaite écrasante de la classe ouvrière lorsque la réaction aura choisi son moment.

DEFENSE DE L'URSS!

Mitterrand a bien un point sur lequel Mitterrand rencontre un accord général, c'est sur son antisoviétisme. Ce fut même en 81 son principal atout aux yeux d'une bourgeoisie désireuse de maintenir ses prétentions à jouer un rôle international dans une situation de campagne de guerre dirigée contre l'URSS et les autres pays où a été renversé le capitalisme et établie une économie collectivisée et planifiée, et au sommet de laquelle se tient aujourd'hui une bureaucratie stalinienne qui usurpe le pouvoir politique à la classe ouvrière et qui menace les acquis prolétariens par sa politique de collaboration de classe ("coexistence pacifique") avec l'impérialisme revancharde.

Mitterrand a été élu avec la promesse faite à ses maîtres bourgeois que la France participerait à la curée qui suivrait une reconquête du bloc soviétique au capitalisme. Et là il a tenu parole à ce point que Paris est devenu ces derniers jours un centre international de lutte antisoviétique. La réunion des 9 et 10 juin de cette machine de guerre contre le bloc soviétique qu'est l'OTAN -- pour la première fois à Paris depuis 1966! -- a été précédée une semaine avant par un colloque organisé par la furie anticommuniste Garaud: le secrétaire général de l'OTAN Luns, la représentante de Reagan à l'ONU Kirkpatrick (plus une délégation du Pentagone), l'ancien conseiller de Carter Brzezinski, etc., sans oublier Hernu côtoyant dans un même antisoviétisme Barre et Debré. Tout ce cloaque antisoviétique s'était rassemblé, non pour un de ces débats académiques devenus maintenant habituels sur les "méfaits du communisme", mais pour concocter au grand jour les préparatifs de guerre contre l'Union soviétique! "En finir avec Yalta", y déclara Brzezinski reprenant les propos de Mitterrand d'il y a à peine deux ans. Il précise dans un interview à *Libération* (7 juin): "La réunification de l'Allemagne est au coeur des problèmes Est-Ouest. La division de l'Allemagne (...) est le catalyseur de l'instabilité des accords de Yalta." En bref, comme dit crûment Weinberger, le secrétaire à la défense



3 juin, manifestation réactionnaire de flics dans les rues de Paris

Baret/Rush

de Reagan, le but est "une Allemagne réunifiée sous le contrôle de la RFA" (*Ibid.*). C'est-à-dire la contre-révolution capitaliste en Allemagne de l'Est, ce qui constituerait immédiatement une menace directe contre tous les autres Etats ouvriers déformés et contre l'URSS! Voilà comment les impérialistes entendent "sortir de Yalta!"

L'impérialisme prépare l'Allemagne comme champ de bataille d'une prochaine guerre. Et Mitterrand est justement en train de réorganiser et de rééquiper son armée de terre dans cette perspective, mettant sur pied des unités d'intervention rapide -- aux côtés des forces "alliées" de l'OTAN -- en Allemagne, constituées de chars et d'hélicoptères, appuyées par les missiles nucléaires, Pluton puis Hadès, capables de

frapper l'Allemagne de l'Est à partir du "sanctuaire" national (Cf. "Le coq antisoviétique au Bundestag", *le Bolchévik* n°37, février). L'intervention de Mitterrand en janvier dernier devant le Bundestag allemand contre le "neutralisme" était loin d'être juste du "réarmement idéologique".

Alors, pourquoi ne pas réintégrer le commandement unifié de l'OTAN, comme le pressent les Américains? Une chose qui l'empêche c'est que l'impérialisme français est un impérialisme rapace, d'autant plus qu'il est de seconde zone; il espère bien que son "indépendance" sera un élément qui pèsera en sa faveur le jour du partage du butin!

C'est l'antisoviétisme de ce gouvernement qui gonfle les voiles des

Suite page 2

Renault - Cléon

Brisez l'étai des bureaucrates !

Pendant la fin de l'hiver et tout le printemps, les OS de l'industrie automobile, constitués en grande majorité par les travailleurs immigrés, sont entrés en lutte. Ces grèves se sont affrontées directement au gouvernement de front populaire de Mitterrand; mais les acquis arrachés par les grévistes sont minimes, la CSL rôde toujours dans les ateliers de Citroën et des dirigeants des grèves ont été virés. Le coup de chapeau doit en être donné aux directions syndicales traîtres, véritables agents de la bourgeoisie, coursiers de l'Elysée dans la classe ouvrière.

L'étai des bureaucrates a été vivement mis en question par un ouvrier de Renault avec plus de dix ans d'ancienneté dans l'usine, Gilles Cazin, pendant la journée d'action interprofessionnelle CGT à l'usine Renault-Cléon le 10 mai. Ici, 407 ouvriers embauchés sous contrat étaient menacés de licenciement. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, les bureaucrates CGT ont insisté exclusivement sur cette menace déjà réelle pour limiter les débrayages aux questions locales et éviter toute suggestion de la nécessité d'une riposte coordonnée de la Régie tout entière aux attaques du gouvernement.

Ce sont deux cortèges combattifs de 400 travailleurs pour l'équipe du matin et de 200 pour l'équipe d'après-midi, dont 60 à 80 travailleurs sous contrat. Les discours des responsables syndicaux sont "gauches" -- "la CGT est indépendante du gouvernement" -- mais sans conséquence. L'après-midi, alors que tout le long du parcours des "hourras" fusaient dès qu'un petit groupe de grévistes arrachait des chaînes un ouvrier hésitant, après le parcours traditionnel des bâtiments F, G et E, le cortège allait être dissous avec la perspective de continuer l'action... par la signature d'une pétition!

C'est là que Cazin, alors que les bureaucrates rangeaient la sono avec la satisfaction du devoir accompli, intervint. D'après son rapport au Bolchévik, l'échange se déroula ainsi:

Gilles Cazin: "C'est vraiment scandaleux, camarades. On nous propose de continuer cette action par la signature d'une pétition. Camarades, vous allez pouvoir lutter en préparant vos stylos; alors que pratiquement depuis deux ans la réaction occupe la rue et se montre de plus en plus arrogante, le solde de cette journée d'action interprofessionnelle de la CGT, c'est la signature d'une pétition. 407 travailleurs vont être licenciés par le gouvernement. Voilà le résultat de deux ans d'austérité et d'antisoviétisme, camarades."

Chéron (secrétaire de la CGT): "Ecoute, arrête, seule la CGT se bat aujourd'hui. Tu veux tout casser!"

GC: "D'accord, la CGT fait quelque chose, mais ça ne m'empêchera pas de dire que c'est une politique de défaites organisées. Les professions libérales, les artisans et autres boutiquiers tiennent la rue aujourd'hui, et ce qu'on nous propose c'est une journée d'action bidon et des pétitions. Regardez,

encore hier soir à Rouen: 500 à 1000 étudiants, la jeunesse dorée de Rouen, défilaient sous couvert de lutte contre la réforme Savary."

Un jeune travailleur: "C'est vrai, il a raison, ils étaient même encadrés par des fascistes."

GC: "Oui, le camarade a raison et c'est ce gouvernement et sa politique qui permettent le développement de cette vermine."

Un travailleur: "Mais c'est toi le fasciste. Tu critiques la gauche."

GC: "Oui, je critique la gauche, comme tu dis, camarade. Ce n'est pas moi qui défile avec toi qui licencie aujourd'hui, c'est Hanon, élu par ton gouvernement, par ta gauche, qui va te foutre dehors. Je n'ai pas voté pour ce gouvernement ouvrier et je dis qu'on nous promène avec ce type d'action."

Chéron: "Ecoute, Cazin, tu critiques la CGT, et moi j'ai la responsabilité de la CGT sur..."

GC: "Et après. Moi aussi je suis syndiqué à la CGT et j'ai le droit ici d'exprimer ma position par rapport à la ligne de la confédération. Tu es dans un syndicat, tu n'es pas dans un parti. Et moi je dis qu'il faut une vraie grève, et une grève pour gagner non seulement contre les licenciements et cela dépasse largement le cadre de Cléon, mais une grève contre l'austérité et contre les mobilisations réactionnaires, et pour cela il faudra bien rompre avec Mitterrand."

Et où étaient les soi-disant "gauchistes" de Cléon ce jour-ci? Les militants de Lutte ouvrière ont ignoré le défilé des grévistes de l'après-midi! Les ouvriers de Cléon savent et sauront, camarades, que vous avez préféré "papoter" avec les non-grévistes aux distributeurs de café plutôt que d'aller arracher les ouvriers aux trahisons de leurs directions actuelles. Quant à la LCR, qui a déclaré juste après le 10 mai 1981 que "nous faisons partie des trois composantes ouvrières de la majorité", ses militants ne pouvaient faire autre chose que de se taire puisque la "tactique" d'une pétition est celle qu'ils préfèrent aussi et cela pour les mêmes raisons que les bureaucrates -- comme soupape de sécurité pour "lâcher la vapeur" de la colère ouvrière.

Ce qu'il faut pour briser l'étai des bureaucrates réformistes des syndicats, c'est construire dans les usines des fractions communistes d'un parti léniniste qui vont à la fois entreprendre de l'agitation sur l'entièreté du programme du parti et chercher à prendre la direction des luttes ouvrières partielles, démontrant ainsi dans l'action que seul le programme de transition trotskyste peut répondre systématiquement aux besoins ressentis par les ouvriers et protéger les acquis déjà arrachés dans les luttes. A la fois force d'opposition destinée à remplacer la bureaucratie syndicale et véhicule pour gagner les ouvriers au programme du parti d'avant-garde, la fraction du parti représente une direction alternative, basée sur la lutte de classe, à la collaboration de classe servile.

Mitterrand...

Suite de la page 1

fascistes. Comment, quand les dirigeants des puissances impérialistes proclament régulièrement leur volonté d'en découdre avec les "communistes" et qu'ils mettent sur pied un arsenal de mort visant les populations du bloc soviétique, les réactionnaires de tout poil ne se sentiraient-ils pas autorisés à hurler "Mort aux communistes!" ou "Allez casser du bougnoule à Aulnay!"? Et ce sont les mêmes avec lesquels les sociaux-démocrates, suivis par les capitulards d'"extrême gauche", défilaient le 14 décembre 1981 en soutien à Solidarnosc contre-révolutionnaire. C'est l'anticommunisme virulent de la



Réunion du Conseil atlantique à Paris -- la première fois depuis 1966!

social-démocratie qui enhardit et rend "respectable" cette racaille fasciste qui scandait lors de la manifestation étudiante du 5 mai: "Allende, on t'a eu! Mitterrand, on t'aura!"

LA PETITE-BOURGEOISIE

Plus fondamentalement, c'est toute la politique de collaboration de classe du gouvernement de front populaire qui pave la voie à la réaction. Sa gestion loyale d'un capitalisme en crise lui a fait prendre toute une série de mesures d'austérité, aggravées d'ailleurs par les dépenses militaires destinées à financer les préparatifs de guerre contre l'URSS. Ces mesures frappent la classe ouvrière, mais aussi les couches opprimées de la petite-bourgeoisie. Dans une grande mesure, c'est le rejet de Giscard par des fractions de la petite-bourgeoisie lors des présidentielles de 81 qui a permis à Mitterrand de triompher. Ils n'avaient certes pas beaucoup plus d'espoir en Mitterrand que les ouvriers, mais les mesures du gouvernement et sa faillite ont fini de les convaincre: "Socialistes et communistes sont bien les mêmes canailles que les autres!" Et, pour certains, de chercher leur salut du côté des fascistes qui exploitent démagogiquement la désillusion politique de couches par nature socialement hétérogènes et politiquement instables.

Précisément, c'est juste après le premier plan d'austérité que se sont réactivés les groupuscules fascistes qui, jusqu'alors, végétaient, sans aucune influence sociale, à l'ombre des partis gaulliste et giscardien. L'appel du PFN fasciste au "combat dans la rue" date d'il y a à peine un an; aujourd'hui la politique du front populaire a permis à ces tucurs réactionnaires d'encadrer effectivement des combats de rue de plusieurs milliers de petits-

bourgeois enragés.

Les dirigeants réformistes du PS et du PCF nous répètent depuis des années qu'"il ne faut pas effrayer les petits-bourgeois avec la révolution." Si la paysannerie a souvent choisi dans l'histoire la réaction contre la classe ouvrière, Mai 68, à son sommet, a démontré au contraire que dans une situation de type révolutionnaire, quand le prolétariat montrait sa détermination à lutter, certaines couches de la petite-bourgeoisie pouvaient être ralliées: outre les étudiants, on a vu des paysans ravitailler des universités et des usines en grève ou, plus significativement encore, la manifestation paysanne du 24 mai à Nantes défilait derrière une banderole: "Non au régime capitaliste, oui à la révolution complète de la société".

Comme Trotsky l'explique à propos du Front populaire des années trente: "La situation tout à fait désespérée de la petite-bourgeoisie dans les conditions du capitalisme pourrissant conduit à ce que (...) toute réforme sociale en faveur du prolétariat -- déjà en soi trompeuse et instable -- accélère la ruine des petits propriétaires des villes et des campagnes, et les pousse dans les bras du fascisme" ("La nouvelle montée et les tâches de la IVe Internationale", Oeuvres, tome 10). Il n'y a pas d'issue dans le système capitaliste. La classe ouvrière scissionnera (ou au moins neutralisera) la petite-bourgeoisie seulement en lui prouvant sa ferme volonté de combattre pour la seule solution radicale à la crise du capitalisme en dégénérescence: renverser l'Etat bourgeois et instaurer un véritable gouvernement ouvrier. Ecrasés par les impôts et la concurrence, artisans, commerçants et paysans ont tout à gagner de l'expropriation des exploités et de l'instauration d'une économie collectivisée et planifiée. De plus, ils trouveront ainsi des conditions de crédit, vente et achat incomparablement plus favorables que sous la domination des monopoles.

LES CHIENS DE GARDE DU CAPITAL

Aux cris de "Defferre démission!", "Badinter à la potence!", "A Moscou!", "Mort aux rouges!", les manifestants flics, dirigés l'après-midi par Didier Gandossi et son "syndicat" fascisant la Fédération professionnelle indépendante de la police, auxquels s'est joint le Front national de Le Pen, sont le 3 juin maîtres de la capitale. Sans aucune difficulté, leurs collègues en service chargés de les contenir ayant "fraternisé". La manifestation ne s'arrêtera, d'elle-même, qu'à 100 mètres de l'Elysée. Un passant leur crierait: "Allez-y, ne vous gênez pas! Prenez le pouvoir! Il n'est plus qu'à 100 mètres!" (Le Monde, 6 juin).

Le sang se glaçait au spectacle offert par les chiens de garde du capital (dont le rôle, dépourvu d'ambiguïté, est de préserver le "droit" des patrons de faire des profits et d'exploiter les travailleurs), faisait partie des tentatives incessantes des flics d'échapper aux entraves

Suite page 7

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Jean Thimault (rédacteur en chef), Josiane Alder (réalisation), William Cazenave, Marc Delvaux, Suzanne Girard.
DIFFUSION: Jean-Luc Guillemain.
DIRECTEUR DE PUBLICATION: Jean Lécuyer.

Pour toute correspondance:
Paris: Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10 (Téléphone: 208.01.49)
Rouen: M. Benoit, B.P. 817, 76009 Rouen cédex (Téléphone: 35-71.20.86)

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris.

Commission paritaire: n° 59267

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

La «Vatican Connection» de Solidarnosc

Quand la tentative contre-révolutionnaire de coup d'Etat de Solidarnosc a été stoppée net le 13 décembre 1981, on a vu une union sacrée se former dans les rues de Paris allant de la soi-disant "extrême gauche" jusqu'au RPR et aux fascistes pour défendre ce "syndicat"-maison de la CIA et des banquiers.

La droite et l'extrême droite ne s'y trompaient pas en reconnaissant Solidarnosc comme des leurs. La CSL a même organisé un racket sur les ouvriers de Citroën, prélevant d'office 20 F sur leur salaire comme "don" pour Solidarnosc. Mais pour défendre leur soutien à Solidarnosc, les militants des organisations de gauche, comme la LCR, sont obligés aujourd'hui de mentir sur les liens unissant les nationalistes anti-communistes de Solidarnosc à la papauté, que Garibaldi, le grand révolutionnaire démocrate italien, appelait "le cancer de l'Italie".

Les scandales qui ont éclaté l'année dernière en Italie, à propos de la Loge maçonnique P2, ont bien montré les liens entre les fascistes et les banques du Vatican, qui financent les mouvements réactionnaires d'extrême droite partout dans le monde. Mais une autre retombée tout aussi instructive de ces faillites et scandales en chaîne a été la preuve évidente du financement de Solidarnosc au travers de la "Vatican connection".

Furent mêlés à ces magouilles l'IOR (banque du Vatican dirigée par l'archevêque américain et garde du corps du pape, Paul Marcinkus), des gros financiers italiens, des fonctionnaires du gouvernement, des néo-fascistes et, pour pimenter le tout, quelques généraux argentins. Les seuls à ne pas être impliqués dans ces intrigues byzantines sont Andropov et le KGB.

Lorsque le scandale de la Loge P2 à laquelle appartenait Roberto Calvi, PDG de la banque Ambrosiano (liée au Vatican), fut découvert ainsi que ses traficotages panaméens, celui-ci s'enfuit les poches bourrées de dollars en Angleterre où il fut trouvé pendu.

Le journal italien *Il Giornale* (18 juillet 1982) rapporta l'accusation de meurtre lancée par la famille: "Ce qui semble plutôt significatif c'est ce que Carlo Calvi [fils de Roberto] a déclaré immédiatement après, quand il expliqua comment il ne croyait pas les rumeurs sur le trafic international d'armes, mais ne considérait pas totalement 'infondée' l'hypothèse de l'intervention d'un service secret international



L'aide de Wojtyla à Solidarnosc est plus que spirituelle.

Fabian/Time

dans le meurtre de son père. Et après avoir confirmé l'histoire du financement du syndicat polonais Solidarnosc par la banque Ambrosiano, Carlo Calvi conclut avec des mots qui nous firent frémir: 'Peut-être que dans ce cas il y a de plus sérieuses connections, mais si cette piste est suivie, ou on va nous faire passer pour des fous, ou ça va mettre notre peau en danger sérieux.'"

Selon *l'Espresso* du 5 septembre 1982, Carboni, l'associé de Calvi, détiendrait l'enregistrement d'une conver-

sation au cours de laquelle Roberto Calvi crierait à Marcinkus: "Faites gaffe! Si on apprend que vous payez les salaires de Solidarnosc, pas une pierre du Vatican ne restera debout." Quelques temps après la mort du banquier, la chaîne de télévision américaine PBS programma une émission d'une heure intitulée "Les banquiers de dieu", au cours de laquelle fut interviewé le journaliste italien Gianfranco Modolo. Ce dernier, co-auteur, de

Il banco paga (1982) a enquêté profondément sur l'affaire Calvi et la faillite de sa banque. L'interview incluait le passage suivant:

Modolo - Le canal de financement de Solidarnosc par la banque Ambrosiano fut la banque allemande Für Gemein[wirt]schaft, qui est la banque des syndicats allemands.

PBS - Mais l'argent alla en fait à Solidarnosc.

Modolo - Je veux dire que c'est ce que les sources provenant du Vatican et d'autres cercles financiers

internationaux ont dit à la presse. **PBS - De combien d'argent parlons-nous?**

Modolo - Ils parlent d'à peu près 40 millions de dollars.

Il a été largement rapporté que l'AFL-CIO a envoyé plusieurs centaines de milliers de dollars à Solidarnosc. Nous avons largement parlé de l'invitation par Solidarnosc à Irving Brown, l'homme de la CIA dans le mouvement ouvrier, pour assister à son congrès de fondation, ainsi qu'à la rencontre secrète de Wajesa avec des capitalistes américains dont Caldwell, le président de Ford (voir *Le Bolchévik* n°31). Mais 40 millions de dollars sont des gros sous pour le syndicat antiso-viétique soutenu par une sainte-alliance s'étendant du Vatican aux fascistes et à l'"extrême-gauche". Des enquêtes supplémentaires ont levé un peu plus le voile sur les subventions à grande échelle pour Solidarnosc. Le *Frankfurter Rundschau* du 15 juillet 1982 rapporte que "un contrôle des bilans financiers de la banque Ambrosiano a fait ressortir que Calvi, son directeur, avait transféré aux environs de 25 millions de marks aux syndicats polonais." Le magazine *Die Neue* (6 août 1982) établit les liens financiers de Wajesa au pape polonais Wojtyla: "Des vérifications comptables de la banque Ambrosiano ont de plus montré que, via l'établissement de Calvi, entre l'automne 1980 et l'automne 1981, environ 10 millions de dollars (25 millions de marks) s'écoulèrent vers Solidarnosc."

Ce n'est pas une surprise pour les marxistes. Wajesa était pour l'impérialisme le plus grand espoir pour diriger le refoulement anticommuniste en Europe de l'Est. L'antiso-viétisme est le commun dénominateur unissant Reagan, la CIA, Mitterrand et le Vatican. En France la social-démocratie ne fut pas en reste. C'est elle qui a mené la danse dans les manifestations réactionnaires d'union sacrée en soutien à Solidarnosc. Par le canal de la CFDT elle a même appelé à une grève de soutien à Solidarnosc (grève payée dans la fonction publique par le gouvernement, ce qui ne s'est jamais vu de mémoire d'ouvriers!) Cette grève fut heureusement peu suivie dans les bastions ouvriers et nous sommes fiers, nous trotskystes, d'avoir appelé à briser cette grève réactionnaire et de guerre froide!

Gare aux "socialistes" pleins de dollars et de deutschmarks et aux syndicalistes en soutane papale!

Adapté de *Workers Vanguard* n°329

Fête de Presles

La LCR et LO dans le borbier du front populaire

Chaque année la fête de Lutte ouvrière (LO) sert, en quelque sorte, de baromètre pour l'extrême gauche. Cette année, la fête était marquée par la présence de la LCR, venue pour faire la cour à LO. Etant donné que les militants de LO, convaincus que la classe ouvrière ne veut pas se battre, et ainsi désarmés par leur propre alibi pour les trahisons de la bureaucratie ouvrière, se retranchèrent généralement dans un mutisme pire que d'habitude, et que les déchets de l'ultra-gauchisme, normalement si bruyants, sont en pleine dégénérescence et désintégration, la LCR faisait contraste.

Mais en même temps, ses militants ressentaient un malaise devant le soutien aplati de la LCR au front populaire d'austérité et de guerre froide. Ceci explique les attroupements de ces militants devant les stands de la Ligue trotskyste et des autres sections européennes de la tendance spartaciste interna-

tionale, ainsi que les vifs débats qui se sont déroulés. En témoignent aussi les 265 exemplaires du *Bolchévik* vendus à la fête. Le succès politique de notre intervention était préparé par des années de lutte acharnée contre le front populaire et de notre combat pour la défense des acquis de la révolution d'Octobre.

Un militant de la LCR, excédé, s'exclama "Y'en a marre, on vous voit partout!" Ce que ce militant a ressenti, c'est que la confrontation entre notre ligne bolchévique et le centrisme droitier de la LCR était devenue un des principaux aspects politiques de cette fête.

Le débat sur "la gauche, la justice et la police" fut un exemple écoeurant de la capitulation de la LCR devant la campagne anti-immigrés du gouvernement. "Il y a un vrai problème de sécurité mais on ne le résoudra pas seulement avec de la répression." Cette phrase, sortie tout droit de la bouche d'un dirigeant de la LCR,

Christian Picquet, montre clairement que ces opportunistes justifient l'idéologie bourgeoise qui confère à la police et aux magistrats un rôle de "protection" de la population. Bannis les "vieux réflexes" (comme dit Rouge); à la queue de Defferre et Franceschi, la LCR accepte la nécessité des bandes armées du capital. Mais pas "seulement" de la répression, s'il vous plaît! Par enchaînement logique, la LCR réaffirma la nécessité d'une alliance entre le mouvement ouvrier et les forces "démocratiques" de la police "au nom des contradictions dans l'Etat bourgeois, que les révolutionnaires doivent exploiter". Quelques semaines plus tard, la sinistre mobilisation policière tranchera sur ces notions kautskystes!

Mais si aujourd'hui la LCR se veut paternaliste avec les immigrés et avance la revendication minimale de carte unique de 10 ans, espérant ainsi attendrir le gouvernement,

ceci ne représente pas une véritable rupture avec son "travail immigré" d'antan. Dans notre forum "Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés", l'orateur, qui, en tant qu'ancien militant de la LCR, était impliqué dans ce travail comme organisateur du Mouvement des travailleurs arabes à Rouen, expliqua que la LCR n'avait jamais tenté d'organiser les immigrés dans les organisations de masse de la classe ouvrière, évitant ainsi une confrontation directe avec le programme chauvin des réformistes. Au mieux, la LCR se contentait d'être à la traîne des sentiments nationalistes des immigrés. Notre camarade démontra, en prenant l'exemple des grèves de Citroën, comment les révolutionnaires devraient lutter pour mobiliser le pouvoir des travailleurs immigrés de l'automobile pour gagner les droits démocratiques pour tous les travailleurs immigrés et lancer une contre-offensive contre la politique d'austérité du front populaire.

La capitulation de la LCR devant la campagne raciste du gouvernement était précédée par sa capitulation devant la campagne de guerre froide de Mitterrand. Reflétant l'énorme pression idéologique de la social-démocratie, Mandel et Cie ont donné un soutien total à Solidarnosc. Au forum sur la Pologne, la LCR et LO ont appuyé l'appel de Kowaleski, porte-parole de Solidarnosc, pour une grève générale devant déboucher sur une insurrection contre le "régime

Suite page 6

Pour des soviets ouvriers pour écraser les militaires

Les ouvriers boliviens ébranlent le front populaire

Après sept mois de gouvernement de front populaire, une explosion sociale est en gestation en Bolivie. La puissante Central Obrera Boliviana, (COB -- Confédération ouvrière bolivienne), dominée par les ouvriers des mines d'étain très combatifs et historiquement avec une forte conscience de classe, est entrée en conflit ouvert avec le gouvernement de coalition du président Hernan Siles Zuazo. Le 19 avril, le syndicat des mineurs, soutenu par la COB, occupa les bureaux de la Compagnie des mines boliviennes (COMIBOL -- trust des mines d'étain appartenant à l'Etat) dans la capitale nationale, La Paz. Déjà en mars le gouvernement d'Unidad Democratica Popular (UDP) de Siles fit face à une vague de grèves. Aujourd'hui les syndicats paysans ont offert d'approvisionner en nourriture les centres miniers, les syndicats des employés de banques et des fonctionnaires ont offert d'aider à administrer le COMIBOL (dont les cols blancs s'opposaient à l'occupation), les étudiants ingénieurs et les étudiants en médecine ont formé des brigades pour venir en aide aux mineurs.

Cette impressionnante action syndicale fit bientôt bouler de neige; les ouvriers de la compagnie pétrolière d'Etat se mirent en grève pour demander la démission de la direction. Pendant ce temps, les syndicats paysans bloquèrent les routes menant à trois villes, isolant la capitale en soutien aux mineurs et revendiquant l'augmentation des prix de leurs produits; des paysans de la région de la Cochabamba occupèrent les terres de l'Etat. Siles répondit en traitant les mineurs d'"anarchistes" et d'"ultras", avertissant que leur occupation est "illégal" et menaçant de rétablir l'ordre par la force. Le 1er mai, 60 000 ouvriers -- un nombre très important pour ce pays à majorité paysanne -- manifestèrent à La Paz en soutien à la revendication de la COB pour "une cogestion à majorité ouvrière" des mines nationalisées après la "révolution nationale" de 1952. Une semaine plus tard, la police attaqua des centaines de fonctionnaires qui manifestaient dans la capitale pour le droit de se syndiquer. Au moment de mettre sous presse, *Workers Vanguard* a appris que les mineurs du campement de Huanuni se sont déclarés contre toute participation de l'Etat capitaliste dans la gestion du COMIBOL.

La Bolivie est en plein milieu d'une situation révolutionnaire qui approche rapidement de son point d'achoppement. Alors que les gangsters en uniforme sont en train de comploter, comme toujours, dans les "golpilandia" [pays de coups d'Etat], et que l'UDP fait de son mieux pour garder la classe ouvrière "unie" à ses exploiters, ce qui est remarquable dans cette crise, c'est l'ampleur de la méfiance des mineurs envers le régime "démocratique" depuis son instauration. Le front populaire pas très populaire de Siles se trouve aujourd'hui confronté à une rébellion du mouvement ouvrier qu'il était censé contenir. La situation extrêmement instable peut conduire à une situation révolutionnaire de double pouvoir avec le renversement du gouvernement bourgeois de Siles par des mobilisations ouvrières, à un régime "démocratique" bien plus à droite, ou à un autre coup d'Etat perpétré par la caste des officiers en constante conspiration. Il y a un besoin urgent d'un parti d'avant-garde authentiquement trot-

skyste pour avancer un programme d'action de revendications transitoires mobilisant le prolétariat bolivien pour la conquête du pouvoir avant que le front populaire ne mène les masses laborieuses à un bain de sang. Seul un gouvernement ouvrier et paysan basé sur le pouvoir des soviets peut mettre fin au cycle des coups d'Etat et des fronts populaires.

Et, pour une fois, la Bolivie n'est pas toute seule. Dans toute la partie sud de l'Amérique du Sud, les dictateurs chancelent. Les généraux argentins, discrédités par la défaite de leur aventure aux Falklands/Malvinas et hantés par les victimes "disparues" de leur sale guerre à l'intérieur de leur pays, sont sur le point de s'effondrer. Pinochet a provoqué la pire des crises économiques qu'a connues le Chili, se mettant à dos non seulement les ouvriers mais aussi une grande partie de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie, à tel point que même des syndicats pro-gouvernementaux se mettent en branle. Les militaires uruguayens ont été désavoués dans leurs propres élections truquées; au Brésil un puissant prolétariat industriel acquiert de plus en plus de conscience politique. Et au nord, l'Amérique centrale est embrasée par une rébellion contre des décennies de domination sanginaire conduite par une oligarchie rapace et ses escadrons de la mort; au même moment le Mexique, avec ses millions d'ouvriers, est au bord de la faillite. Jamais n'ont été aussi favorables les possibilités pour un soulèvement révolutionnaire dans toute l'Amérique latine, et aussi considérables les dangers de trahison par les fronts-populistes réformistes et nationalistes. Ce qu'il manque, c'est l'élément clé: une Quatrième Internationale reforcée, basée sur le programme de la *révolution permanente* qui pourrait mener les masses laborieuses à la victoire dans tout le continent et amener la lutte au coeur même de l'impérialisme. C'est cette tâche que la tendance spartaciste internationale (TSI), et elle seule, inscrit sur son drapeau.

DU "COCAGOLPE" AU FRONT POPULAIRE

Siles, le 190ème président en 158 ans depuis que la Bolivie a gagné son indépendance de l'Espagne, est arrivé au pouvoir en octobre dernier après 18 ans de régime militaire quasi-ininterrompu. Bien que la coalition UDP de Siles ait gagné une majorité relative dans les élections de 1980, elle fut empêchée de prendre le pouvoir, comme en 1977 et en 1978, par le *cocagolpe* [coup d'Etat de la cocaïne] extraordinairement brutal du général Luis Garcia Meza, organisé avec l'aide de la junte argentine. La dictature de Garcia Meza a poussé l'économie bolivienne au bord de la faillite. Même avec les critères de l'Amérique latine, le régime battit des records de corruption, avec les officiers d'état-major trafiquant ouvertement dans la cocaïne et les pierres semi-précieuses et avec un système élaboré de pots-de-venir pour des projets de "développement" bidons. La Bolivie était déjà le deuxième pays le plus pauvre d'Amérique latine. Haïti étant le premier. Sous-peuplé, avec seulement 5,5 millions d'habitants -- dont la plupart sont des Quechua (descendants des Incas) ou des indiens Aymara -- dans une contrée ayant la taille

du Texas et de la Californie réunis, le pays a un taux d'analphabétisme de 65 %, une moyenne d'espérance de vie de 37 ans pour les mineurs, un revenu par habitant de 510 dollars par an en 1978 et un taux d'inflation de presque 300 %.

La corruption de Garcia Meza n'avait d'égal que sa brutalité. Il y eut au moins 500 tués et 2500 blessés dans le coup d'Etat de juillet 1980 pendant lequel des tanks ont détruit les bureaux centraux de la Fédération des ouvriers des mines unies (FSTMB) à La Paz, et pendant lequel des bandes paramilitaires en civil organisèrent, aidées par la police secrète argentine et des nazis européens, l'assassinat en masse

populaire et national¹, l'UDP est un front populaire classique: un bloc entre des partis ouvriers et des partis bourgeois, construit pour que les dirigeants ouvriers partagent la responsabilité de l'oppression des masses et pour lier directement le prolétariat à ses exploiters. (Même le nom évoque l'Unidad Popular d'Allende qui se tint au pouvoir de 1970 à 1973.) L'UDP se compose du Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (MNRI) bourgeois de Siles, du Parti communiste pro-Moscou (PCB) et du Mouvement révolutionnaire de gauche (MIR), groupe des classes moyennes de plus en plus droitier, originaire de la Démocratie chrétienne (à ne pas



Août 1971, les mineurs d'étain armés s'opposent au coup d'Etat militaire

de militants de gauche et de dirigeants ouvriers. Les escadrons de la mort avec des noms comme "Aigles noirs" et "Fiancés de la mort" se sont fait connaître par des publicités dans les journaux. Vance, le secrétaire d'Etat de Carter, réprimanda le régime qui s'avéra en faire un peu trop même pour Reagan qui avait des difficultés à présenter comme des "autoritaires modérés" le gangster Garcia Meza, son ministre de l'intérieur trafiquant de drogue Arce Gomez et leurs nervis.

Le coup de grâce pour la junte se produisit en septembre dernier lorsque les mineurs du campement de Huanuni, traditionnellement combattifs, obligèrent les dirigeants de la COB à appeler à une grève générale nationale pour le retour à un gouvernement élu et contre le plan d'austérité du dictateur inspiré par le Fonds monétaire international (FMI). Entre-temps, le régime ne paya pas 10 millions de dollars d'intérêts sur une dette extérieure de 4 milliards. Le pays était en faillite et le régime militaire complètement discrédité et pourri, de plus en plus incapable de contenir les masses. Plutôt que de voir cette agitation se transformer en insurrection, les banques internationales et des secteurs clés de la bourgeoisie furent prêts à jouer la carte du front populaire. Et, en désespoir de cause, ils ont amené les civils au pouvoir.

Siles Zuazo arriva au pouvoir le 10 octobre en tant que "*companiono presidente*". Se présentant lui-même avec grandiloquence comme un "front révolutionnaire anti-impérialiste,

confondre avec le MIR chilien). Le cabinet Siles comprend aussi un général de l'armée de l'air ainsi que des membres du Parti démocrate-chrétien.

Siles, dont l'aspect "modéré" du régime est couvert de louanges par la presse bourgeoise, s'est donné de la peine pour afficher sa loyauté à l'égard de l'Etat bourgeois. Suite à un "nettoyage" des forces armées qui fut l'objet d'une grande publicité, plusieurs officiers ont été mutés ou démis de leurs fonctions. Mais le commandant des forces armées de Siles n'est autre que le général Alfredo Villarroel, ministre de la défense sous le boucher Vildoso, alors que l'actuel chef de l'armée était sous Vildoso chef d'état-major. Le vice-président Jaime Paz Zamora (MIR) soulignait que le gouvernement "n'accepte pas le socialisme et notre programme ne contiendra rien de ce qui est étranger à notre pays" (*Washington Post*, 11 octobre 1982). "Nous pouvons maîtriser les communistes", déclarait-il pendant que Siles expliquait au *Newsweek* que la participation du PCB au gouvernement était nécessaire pour mettre au pas les syndicats. Des porte-parole de l'UDP insistèrent sur leur engagement à "respecter les structures" des forces armées, et Siles se défendit d'une quelconque "vengeance contre les militaires". De son côté, le PCB prenait l'engagement qu'il ne chercherait pas à rendre "rouge" le gouvernement et qu'il soutiendrait des négociations avec le FMI (*La Opinion* [Los Angeles], 4 et 5 octobre 1982). Siles annonça promptement un

plan économique global pour une "économie de guerre" faite d'austérité et de sacrifices pour les ouvriers et paysans: suppression des subventions du sucre, du riz, de l'huile de table et autres produits de base; augmentation du prix du pain et de l'essence de 150% alors qu'après une misérable augmentation de 30%, les salaires ont été gelés (face à un taux d'inflation de 300%); importante dévaluation monétaire, coupes sombres dans le budget et licenciements. Ce "paquetazo" [coup du panier] a provoqué une indignation générale parmi les syndicalistes. Le syndicat du transport bloqua les principales villes avec une grève de 48 heures, pendant que le syndicat des mineurs du sud de la Bolivie dégrèta, le 9 novembre, une grève générale illimitée contre les mesures de Siles et pour un "salaire minimum pour vivre" avec une échelle mobile intégrale. La bureaucratie de la COB, avec les stalinien à sa tête, chercha désespérément à étouffer les luttes, en s'accordant avec Siles pour imposer une "trêve sociale" de 100 jours de novembre à février.

FRONT POPULAIRE SIGNIFIE DEFAITE SANGLANTE DES OUVRIERS

En 1970 la tendance spartaciste internationale écrivait au sujet de l'élection de l'UP d'Allende au Chili: "C'est le devoir le plus élémentaire des marxistes-révolutionnaires de s'opposer de façon inconciliable au front populaire dans les élections et de ne lui donner aucune confiance lorsqu'il sera au pouvoir. Tout 'soutien critique' à la coalition d'Allende est une trahison de classe, pavant le chemin à une défaite sanglante pour les travailleurs chiliens lorsque la réaction intérieure encouragée par l'impérialisme sera prête" ("Le front populaire chilien", Spartacist édition anglaise n°19, novembre-décembre 1970). Cet avertissement, tragiquement confirmé par le coup d'Etat sanglant de Santiago le 11 septembre 1973, n'est pas moins vrai aujourd'hui pour l'UDP bolivienne. Les trotskystes mettent en garde les masses contre toute confiance dans ce gouvernement bourgeois: nous cherchons à faire rompre du front populaire les puissantes organisations ouvrières, à les mobiliser dans la lutte pour des soviets, organes démocratiques de lutte révolutionnaire pas seulement contre la mafia militaire mais contre le système capitaliste de misère et d'oppression, pour des soviets qui peuvent être la base d'un gouvernement ouvrier et paysan, une dictature du prolétariat soutenue par la paysannerie pauvre et qui pour la première fois apportera une réelle démocratie pour les masses exploitées de Bolivie.

En fait, c'est un front populaire particulièrement sale. Hernan Siles Zuazo est l'un des deux dirigeants historiques du Movimiento Nacionalista Revolucionario (MNR) bourgeois, arrivé au pouvoir lors de l'insurrection populaire d'avril 1952. Siles -- à ce moment dirigeant de l'aile droite du MNR -- fut vice-président de 1952 à 1956 et président de 1956 à 1960. Siles reconstruisit, à l'aide des conseillers yankee et de dollars, l'armée bourgeoise presque détruite en 1952 -- une armée qui, depuis, a accompli quelques-uns des massacres les plus sanglants de l'Amérique latine. Siles, président d'alors, fut aussi le principal auteur de l'infâme massacre de Huanuni en janvier 1960: au moins 12 mineurs furent abattus à coups de mitraillette et 432 autres blessés alors qu'ils protestaient contre la tentative du MNR de s'emparer de leur syndicat.

En octobre dernier, Siles proposa à la COB la "cogestion" des entreprises nationalisées -- autrement dit, des représentants ouvriers au conseil d'administration -- invitant aussi la fédération syndicale à rejoindre le ministère. L'éternel dirigeant de la COB, Juan Lechin Oquendo, répliqua qu'il serait d'accord pour entrer dans le gouvernement si celui-ci avait une majorité de ministres ouvriers et un programme "anti-impérialiste". Siles refusa immédiatement; après quoi Lechin prit une position de tolérance critique vis-à-vis du gouvernement. Plus

tard, soutenant l'occupation des bureaux du COMIBOL par les mineurs, Lechin réitéra qu'il voulait seulement une "cogestion à majorité ouvrière". Mais avec leur occupation combative, les mineurs ont déjà imposé une gestion totalement ouvrière, avec un conseil d'administration syndical qui a développé la production et balayé le lourd appareil de surveillance parasitaire. Les militants conscients doivent revendiquer: Pas de retour du COMIBOL à l'Etat capitaliste!

Pendant ce temps, le PCB applique une politique ouverte de brisage de grèves. Soucieux de manifester à la bourgeoisie et à l'impérialisme sa fiabilité et son "aptitude à gouverner" en prenant une position dure contre les "excès" du mouvement ouvrier, le PCB a lancé une bataille contre la fédération des mineurs de la COB sur la question des occupations. Il a seulement réussi à se discréditer encore plus aux yeux de la bourgeoisie d'une part et des ouvriers de l'autre. Le 25 avril, les ministres PC des mines et du travail, directement concernés par les occupations, durent rendre des comptes devant le Congrès [parlement] dominé par des réactionnaires. Et le même jour, dans une réunion élargie du conseil national du syndicat des mineurs, des délégués du PCB furent condamnés unanimement pour leur soutien à la proposition gouvernementale d'une "cogestion paritaire" du COMIBOL. Les ouvriers combattifs boliviens se rappellent que le PCB, bien que faisant les louanges du renversement de la dictature militaire comme "résultat de la lutte du peuple", était en réalité opposé à l'appel à la grève générale illimitée qui renversa la junte.

Tout ouvrier bolivien conscient doit comprendre que le noeud du présent conflit réside dans la question du pouvoir d'Etat. Si la confrontation s'éternise, les chiens de garde militaires de l'impérialisme interviendront certainement encore, soit contre l'UDP soit sur invitation de Siles. Mais la situation offre d'énormes opportunités pour l'action révolutionnaire. Bien que Siles et Cie aient essayé d'obtenir des syndicats qu'ils approuvent les "sacrifices" draconiens avec l'argument front-populiste classique que c'est le "gouvernement des travailleurs", dès le premier jour du régime de l'UDP les ouvriers ont été en fait sceptiques. Selon un observateur, "les mineurs, qui restent l'avant-garde sociale du pays, disent volontiers qu'ils ne se reconnaissent pas dans l'actuel gouvernement" ("Front populaire sur l'Altiplano bolivien", Le Monde, 2 février). Particulièrement en Bolivie, où des générations de mineurs ont considéré le trotskysme comme l'expression la plus radicale de la lutte de la classe ouvrière, il y a aujourd'hui une occasion favorable, cruciale, de diriger dans l'action le prolétariat derrière un programme de transition pour la révolution socialiste.

Alors que Lechin parle de cogestion ouvrière à 51% dans le COMIBOL en coopération avec l'Etat capitaliste, les trotskystes doivent se battre pour une défense intransigeante de la gestion ouvrière établie par l'action hardie des mineurs, et pour l'occupation des mines privées. Les mineurs combattifs ne peuvent gagner simplement en tenant bon, en transformant Siglo XX, Catavi et Huanuni en citadelles révolutionnaires. La lutte doit s'étendre à tout le pays. Dans les secteurs industriels urbains, il est nécessaire d'imposer le contrôle ouvrier sur la production, par la formation de comités d'usines. Ces conquêtes doivent être défendues avec des milices ouvrières armées formées dans tout le pays. Et les masses doivent être mobilisées dans une lutte révolutionnaire à travers la formation de soviets, utilisés non comme une nouvelle "Assemblée populaire" de 1971, établie alors par Lechin et consorts comme caisse de résonance pour le général nationaliste Juan Jose Torres, mais comme organes véritables du pouvoir ouvrier.

POUR UN AUTHENTIQUE PARTI TROTSKYSTE EN BOLIVIE

Cette politique de lutte de classes, la politique des bolchéviks de Lénine

en 1917, n'est décidément pas le programme appliqué par ceux qui se réclament faussement du trotskysme en Bolivie aujourd'hui. Le Partido Obrero Revolucionario-Combate (POR-C, section bolivienne du Secrétariat unifié [SU] d'Ernest Mandel) capitule activement devant Lechin et Siles. Ces anciens archiguérillistes, créatures des dirigeants du SU qui, des années durant, rêverent de leur "propre" guérilla en Bolivie, appellent maintenant à "une majorité d'ouvriers dans les conseils de cogestion", dénonçant comme des "notions ultra-gauches" la revendication du contrôle ouvrier (International Viewpoint, 18 avril). Les mandéliens appellent à faire une "pression de masse sur le gouvernement de l'UDP", déclarant que l'"objectif stratégique" du POR-C "n'implique pas une opposition globale au gouvernement, mais une stratégie de pression sur lui et de démasquer la direction capitaliste" (International Viewpoint, 1er novembre 82). Caractérisant le gouvernement de l'UDP comme "partie du processus démocratique que nous voulons approfondir" par "une politique plus large d'alliances" avec "des secteurs authentiquement démocratiques" (International Viewpoint, 21 mars), ces antitrotskystes s'aligneraient contre les mineurs qui occupent le COMIBOL et qui se heurtent de front au gouvernement bourgeois d'austérité du massacreur Siles!

Alors que les trahisons des mandéliens ne méritent attention que pour démasquer leurs prétentions trotskystes de moins en moins convaincantes, c'est le POR de Guillermo Lora (appelé aussi POR-Masas, du nom de son journal) qui est considéré comme le trotskysme en Bolivie. Comme le POUM lors de la Guerre civile espagnole de 1936-39, le POR de Lora est l'obstacle principal à la construction d'une avant-garde léniniste. Cette organisation centriste classique, périodiquement influente parmi les mineurs combattifs de l'é-tain, fit échouer une possibilité prometteuse de révolution prolétarienne en 1952 en subordonnant la classe ouvrière au MNR bourgeois au travers de l'instrument du movimentista du bureaucrate syndical Lechin. Encore en 1970-71, utilisant le même instrument et le même expédient du "soutien critique" au nationalisme bourgeois, Lora capitula devant le général Torres, bonaparte de gauche -- et les ouvriers boliviens furent sans défense sur le plan politique et militaire face à la repression violente du général Banzer, bonaparte de droite (Cf. "Débâcle centriste en Bolivie", Spartacist édition française n° 1). Avec son "excuse" boiteuse, Lora en fait s'accuse: "Il y avait un point de vue commun que nous, marxistes, partagions, que le groupe militaire dirigeant distribuerait les armes (...)"


Après le coup d'Etat victorieux de Banzer, le POR-Masas constitua un soi-disant Front révolutionnaire anti-impérialiste (FRA) pour soutenir le général Torres. Le FRA comprenait les "Forces armées révolutionnaires" des officiers nationalistes-bourgeois, les stalinien ainsi que diverses forces petites-bourgeoises, bien sûr avec en plus Lechin, sur un programme d'"unité combattante de toutes les forces progressistes et démocratiques révolutionnaires (...)" pour un gouvernement national et populaire" (Masas

n° 403, novembre 1971). Lora n'a guère pris la peine de camoufler son appel à un front populaire avec les officiers "progressistes"; il écrit ainsi dans son livre sur les événements de 1971: "Jusqu'à un certain point, les nationalistes avec des épaulettes deviennent des alliés de la classe ouvrière et non pas ses ennemis jurés" (Bolivia: de la Asamblea Popular al golpe fascista). Au contraire, Trotsky a écrit au sujet des illusions du POUM espagnol sur l'épuration de l'armée: "Le corps des officiers au sein duquel sont concentrées des traditions séculaires d'asservissement du peuple, doit être brisé, dissous, écrasé dans son ensemble, sans laisser de restes" ("Premières leçons d'Espagne", La révolution espagnole).

Aujourd'hui, le POR de Lora a une posture gauche par rapport au régime de l'UDP, qui sans aucun doute reflète l'hostilité de Lechin vis-à-vis de Siles, son vieux rival du MNR. Masas proclame très haut: "Révolution prolétarienne et dictature du prolétariat (gouvernement ouvrier et paysan)." Deux jours avant que Siles n'arrive au pouvoir, on lisait sous le titre de première page de leur journal, "Tâches du moment": "Préservez l'indépendance de la classe et des syndicats vis-à-vis du gouvernement de l'UDP" et "la classe ouvrière ne peut pas rejoindre le gouvernement bourgeois de Siles". Néanmoins, l'alternative de Lora est son propre (même fictif) front populaire, le FRA: "Contre l'unité bourgeoise, opposons-lui l'unité du peuple opprimé sous la dictature du prolétariat (FRA)" (Masas, 8 octobre 1982). La référence à la direction prolétarienne a à peu près le même but que les propos de Lechin au sujet d'un programme anti-impérialiste. Avec Siles acceptant à peine le PCB lamentablement réformiste, il n'y a en ce moment aucune ouverture de front populaire pour des centristes comme le "trotskoïde" POR. Mais s'il y avait une ouverture possible vers la gauche, s'il y avait des politiciens bourgeois "progressistes" ou des officiers "patriotes" qui cherchaient à signer une déclaration vide reconnaissant l'hégémonie du prolétariat, Lora serait alors prêt à jouer le jeu.

Même les références de Lora à la préservation de l'"indépendance de classe" et au refus de rejoindre le gouvernement bourgeois ont plus à faire avec le menchevisme qu'avec le bolchévisme. Derrière la position d'"indépendance" passive se cache la politique du suivisme libéral. Au cours de la Révolution russe de 1905, les menchéviks adoptèrent une résolution sur des tactiques mettant en garde contre "la perte de son identité dans la démocratie bourgeoise", et plutôt que de "prendre et partager le pouvoir dans le gouvernement provisoire" (ce que préconisaient les bolchéviks de Lénine) les sociaux-démocrates devaient "rester un parti d'une opposition révolutionnaire extrême" (Les menchéviks dans la Révolution russe). Ce que cela signifiait concrètement était laisser les bourgeois libéraux, les cadets, gouverner en paix. Dans le même esprit, le POR néo-menchévique ne dit pas un mot au sujet de la lutte contre le régime de l'UDP ou de la lutte pour un gouvernement

Suite page 6



LE BOLCHEVIK

Abonnez - vous !

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40 F (avion: 60 F) Etranger: mand. poste intern.

NOM _____ tel _____

ADRESSE _____

Le Bolchévik B.P. 135-10 75463 Paris cédex 10

CHANGEMENT D'ADRESSE PENDANT LES VACANCES : DU ____ AU ____

NOM _____ NOUVELLE ADRESSE _____

Bolivie...

Suite de la page 5

ouvrier et paysan aux moments clés lorsque Siles et Cie ont été installés au gouvernement avec le consentement des bouchers en uniforme.

Le POR de Lora proclame avec emphase la "révolution prolétarienne et la dictature" et débat même de "ce que sera l'insurrection", mais ce qui est frappant dans la propagande de Masas, c'est la complète absence d'une quelconque revendication transitoire menant à la lutte pour le pouvoir. Les seules revendications concrètes avancées par le POR comme une "tâche du moment" lors de la grève des mineurs contre le régime militaire furent celles avancées par les bureaucrates lechinistes de la COB/FSTMB: " Salaire minimum pour vivre avec échelle mobile", "retrait des troupes des mines", "assurance-chômage", etc. Et au sujet de la gestion ouvrière du COMIBOL, du contrôle ouvrier de l'industrie, des milices ouvrières, et surtout des soviets? Rien. Quant au schéma collaborationniste de Lechin de "cogestion à majorité ouvrière", en 1971, Lora prôna "la lutte pour imposer la participation" comme "la réelle voie de la mobilisation vers le pouvoir" (*Bolivia: de la Asamblea Popular al golpe fascista*).

Seule la révolution prolétarienne mettra fin au cycle des coups d'Etat et des fronts populaires en Bolivie. C'est aussi la seule voie pour que la lutte actuelle des mineurs pour arracher le pouvoir à la bureaucratie parasitaire d'Etat capitaliste puisse vaincre. Une telle révolution pour survivre

et ouvrir la voie à un avenir socialiste pour les ouvriers et les paysans de Bolivie doit être étendue bien au-delà des frontières de ce pays entouré par les Andes. Mais au fond, Lora et Cie sont des nationalistes, pas très différents de leur pendant méridional encore moins scrupuleux, l'aventurier argentin Nahuel Moreno. Déjà à deux reprises le soutien du POR au nationalisme bourgeois a aidé à saboter des possibilités de révolution prolétarienne. De plus, l'"internationalisme" de Lora se limite exclusivement à l'Amérique du Sud et le mot d'ordre maximum du POR est pour des Etats-Unis socialistes d'Amérique latine. S'en différenciant clairement, les trotskystes de la TSI cherchent à forger un authentique parti d'avant-garde léniniste pour diriger la classe ouvrière dans la lutte pour la révolution socialiste du cône sud jusqu'au cœur de l'Amérique du Nord.

La lutte pour forger des partis véritablement bolchéviques en Amérique latine est une tâche difficile, nécessitant une rupture politique claire avec le nationalisme et avec les valeurs sociales de la gauche nationaliste qui imite sa propre classe dirigeante, embrassant les conceptions qui ont donné lieu à tous les caudillos bourgeois massacreurs. Nahuel Moreno, l'escroc politique pseudo-trotskyiste, est un "révolutionnaire" latino-américain typique. Ce soi-disant *lider maximo* salue comme une âme soeur tout homme fort du tiers-monde maculé du sang de ses victimes, du général Peron au féodal iranien Khomeiny. Lora, qui se veut l'aile ouvrière d'un Kuomintang latino-américain, traduit curieusement mal Trotsky en lui faisant dire que le

prolétariat doit être le "caudillo" (en allemand: Führer) du peuple opprimé.

Aussi bien Lora que Moreno défendent, bien sûr, la "souveraineté nationale" de leur mini-patrie contre le Chili voisin. (Bolivar n'a pas réussi à unifier les ex-colonies espagnoles sur une base bourgeoise, du fait que les impérialistes, en particulier les Britanniques, ont dressé des dirigeants régionaux les uns contre les autres. Mais le prolétariat international réussira là où Bolivar échoua.) Pour les porcs machos de la "gauche" nationaliste petite-bourgeoise, qui imitent leur bourgeoisie, ce qui passe pour une scission programmatique est de dire: "Cabron, je baise ta femme. Et tu voles l'argent du parti." Et, bien sûr, ils font tout reposer sur les agents yankee de la CIA, afin de blanchir leurs propres classes dirigeantes.

Les bolchéviques sous Lénine ont été capables de construire un parti communiste internationaliste dans la Russie tsariste. Derrière eux, il y avait un siècle pendant lequel l'intelligentsia tout entière avait été étrangère à l'ordre moral et social de l'autocratie tsariste et de l'aristocratie foncière. (Lénine admirait Tchernychevski et reprit le titre de son roman, *Que faire?*) Dans les conditions de l'histoire politique tumultueuse de la Russie, au travers de tout cela (l'ascétisme dominant dans l'intelligentsia et le rejet du chauvinisme grand-russe -- la Russie était elle-même une puissance impérialiste oppressive --, combinés avec la lutte politique des marxistes contre les populistes sur la question de prolétariat ou paysannerie comme force motrice révolutionnaire et sur la lutte dans le prolétariat pour réforme ou révolution), les bolchéviques ont été capables de se cristalliser comme un parti de masse; ils ont été capables de lier une petite fraction de cette intelligentsia purifiée avec une classe ouvrière forte, inexpérimentée, ardente, combative, qui, il y a seulement une demi-génération, était sortie du servage.

Ces prémisses subjectives n'existent significativement nulle part en Amérique latine, bien que dans l'altiplano des Andes, du fait de la syndicalisation et de la politisation d'un prolétariat concentré et très isolé, les dures réalités de la lutte des classes jouent contre les escrocs pseudo-socialistes. Dans tout le continent, l'intelligentsia de "gauche" partage profondément les valeurs qui ont cours dans les hautes sphères des sociétés latino-américaines. Des luttes révolutionnaires acharnées sur le plan international seront nécessaires pour construire des partis communistes de masse en Amérique latine. Nous devons créer maintenant des groupes de propagande trotskystes internationalistes se battant pour le programme de la révolution permanente, contre le front populaire, le nationalisme et le cynisme et la corruption qui les accompagnent. Dans les conditions sociales et économiques de l'Amérique latine, un authentique mouvement prolétarien socialiste pourrait venir à maturité rapidement. Des Andes aux forêts tropicales d'Amérique centrale, la voie pour la libération consiste à lutter pour reforgez la Quatrième Internationale de Léon Trotsky comme parti mondial de la révolution socialiste.

— Traduit de Workers Vanguard n°330

Action ouvrière...

Suite de la page 8

pas au rendez-vous du 18 mai; mais elle procéda néanmoins comme prévu et s'effaça. Son cortège d'environ 3000 personnes était peu combatif et, contrairement à d'habitude, presque sans aucune banderole ni drapeau rouge. Pour seul mot d'ordre sur les immigrés, le traditionnel "Travailleurs français, immigrés: même patron, même combat!" Même combat... derrière les racistes Defferre et Mauroy? La LCR est, au mieux, insensible à l'oppression particulière des immigrés. Elle est incapable d'appeler aux pleins droits de citoyenneté pour les immigrés; comme elle fut incapable d'avoir de la propagande en arabe, turc, etc. ou de prendre la parole dans ces langues pour rallier les immigrés, nombreux le long du parcours. Evidemment pas parce qu'elle manque de moyens techniques. Capitulant aux sociaux-démocrates, elle est incapable d'avoir le moindre programme s'adressant à la question de la répression sauvage et de l'exploitation à outrance qui sont le sort des travailleurs immigrés dans tous les pays impérialistes, programme sans lequel l'"unité" avec leurs frères de classe français reste, au mieux, un vœu pieux. Comment la LCR pourrait-elle d'ailleurs défendre les immigrés quand une de ses principales suppliques adressées au gouvernement bourgeois de Mitterrand est d'instaurer le "monopole sur le commerce extérieur", c'est-à-dire, sous le capitalisme, le protectionnisme, politique chauvine qui signifie nécessairement pour les immigrés fermeture des frontières, expulsions, répression!

Dans cette manifestation seul le cortège combatif de la LTF, s'opposant à ce marais front-populiste, exprimait avec détermination le seul programme de défense réelle contre les attaques fascistes et d'internationalisme prolétarien. Certains de nos mots d'ordre contre la terreur policière et la campagne raciste du gouvernement furent repris par d'autres cortèges (mais, fait significatif, pas notre mot d'ordre réclamant les pleins droits de citoyenneté pour les immigrés). Nos mots d'ordre ont attiré dans notre cortège des manifestants réellement décidés à lutter contre la peste brune. Cet intérêt pour nos mots d'ordre s'est aussi exprimé par le fait qu'en moins d'une heure 200 exemplaires de notre presse ont été vendus le long du parcours, dont 150 suppléments en arabe du *Bolchévik*, contenant l'article "Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!" A plusieurs reprises, nos journaux furent même presque arrachés des mains de nos vendeurs par des groupes de Maghrébins, massés le long du parcours, se précipitant pour acheter ce supplément.

Prenant la parole en arabe lors de la traversée de Belleville, un de nos camarades expliqua que ce sont les attaques brutales de Mitterrand contre toute la classe ouvrière et sa campagne violemment anti-soviétique qui gonflent les voiles des fascistes. Il faut rompre avec Mitterrand! Défense militaire inconditionnelle de l'URSS contre l'impérialisme! Il expliqua aussi que, face aux menaces racistes et fascistes, la classe ouvrière seule a le pouvoir de les arrêter; elle doit mobiliser toutes ses forces pour imposer les pleins droits de citoyenneté pour les frères de classe immigrés.

C'est la seule voie pour unir réellement les ouvriers français et immigrés dans une lutte commune contre la bourgeoisie. Pour écraser les fascistes, il faut des groupes de défense ouvriers/immigrés. Lutter contre l'austérité et la guerre froide, se défendre contre les fascistes par une mobilisation des travailleurs en opposition à ce gouvernement raciste, antisoviétique et anti-ouvrier, c'est le seul programme de victoire pour la classe ouvrière; c'est celui défendu par la LTF. Il a permis en décembre 81 à Rouen de réussir une manifestation combative, basée sur le mouvement ouvrier, de 400 personnes pour une réelle action ouvrière pour arrêter les fascistes!

LO - LCR...

Suite de la page 3

totalitaire". Qu'importe si cette grève générale amène au pouvoir la réaction cléricale-nationaliste avec un programme pour la restauration du capitalisme au lieu d'une véritable révolution politique prolétarienne!

Le seul à avoir un peu d'honnêteté fut Daniel Singer, journaliste et ami de feu Isaac Deutscher, qui remarqua qu'on était en train de discuter comme si c'était la Révolution russe de 17, avec un parti bolchévique, mais qu'il fallait bien reconnaître que, dans le programme de Solidarité, le mot "socialisme" ne figure qu'une fois et en annexe. A cette éclaircie de vérité, les Cieux ont répondu par un déluge de pluie qui a permis à la LCR d'annuler le débat qui était prévu. L'échange violent entre nos camarades et les partisans de Solidarnosc qui a malgré tout suivi a attiré l'attention d'un militant polonais qui se réclame du trotskysme. En dépit du fait qu'il est membre de la secte violemment stalinophobe du douteux Michel Varga (qui prétend que le congrès de Solidarnosc était une concrétisation de la dictature du prolétariat), ce militant était intéressé par nos critiques de Solidarnosc, ce qui a permis de faire surgir les contradictions entre le fait de soutenir la direction de Solidarnosc et de prétendre défendre les intérêts de la classe ouvrière polonaise.

Le consensus antisoviétique entre la LCR et LO aurait dû appuyer l'offensive unitaire de la LCR envers LO. Mais cette dernière fuyait. Les débats pendant ces trois jours ont bien montré combien la possibilité de fusion entre les deux organisations est impossible même si elles peuvent se retrouver dans un même bloc de pression sur le front populaire; ce sont deux mondes qui ne peuvent, comme l'eau et l'huile, que se côtoyer. Le monde populiste et économiste de LO n'a rien à voir avec le monde des antichambres de bureaucrates et bonzes syndicaux que fréquente la LCR.

L'angle d'attaque de LO contre la LCR était de marteler sur les comités de grève. LO les présente comme une arme contre les bureaucrates, mais sur des bases typiquement sous-réformistes propres à Lutte

ouvrière. Le comité permet de discuter entre grévistes, de décider, etc. Nulle part LO ne parle de transformer ces comités de grève en un organe de pouvoir ou de les centraliser. Ce n'est qu'un parlement des ouvriers où ceux-ci peuvent exprimer leur mécontentement. En fait pour LO, comme pour la LCR, ce n'est en fin de compte qu'un organe de pression plus efficace sur les bureaucrates. En réponse, la LCR vanta les mérites de la CFDT à Flins, dirigée par les "révolutionnaires". Mandel nous rappela le comité de grève en Belgique en 1961... là où, en tant que couverture de gauche, il a suivi les bureaucrates sociaux-démocrates de gauche dans la trahison de la grève générale.

Tellement convaincue qu'il est impossible de mobiliser la classe ouvrière sur des bases politiques, par exemple contre le fascisme, Spark, la filiale américaine de LO, s'est couverte de ridicule en prétendant que la manifestation de Washington contre les fascistes du Klan en novembre 1982, organisée par nos camarades de la Spartacist League/US, et qui attira 5000 ouvriers, principalement des Noirs (cf. *Le Bolchévik* n°36, décembre 1982)... n'était en fait qu'une manifestation d'étudiants blancs affrétés par la SL/US! Ce mépris cynique pour la classe ouvrière est devenu le cachet de LO.

Un autre de nos forums, donné par la Spartacist League/Britain sur l'oppression des Tamouls à Sri Lanka, mettait en relief nos tentatives pour renforcer nos camarades de la Spartacist League/Lanka et gagner au trotskysme des militants parmi la population opprimée tamoule au travers de notre défense de leurs droits nationaux. La présentation était traduite en tamoul car une vingtaine de Tamouls y assistaient, et un message de solidarité fut lu de la part du Tamil Eelam Liberation Council.

Pour entraîner LO dans sa soi-disant "Quatrième Internationale", la LCR a fait venir des vedettes internationales telles que Mandel et Blanco pour suppléer aux vedettes de variétés traditionnelles. Mais le bloc pourri qu'est le Secrétariat "unifié" n'a rien à voir avec la Quatrième Internationale que notre tendance cherche à reforgez, sur la base d'un travail patient de clarification politique et d'un véritable centralisme démocratique.



Mitterrand...

Suite de la page 2

de la démocratie bourgeoise. Leurs appétits bonapartistes s'expriment de plus en plus ouvertement ces derniers mois quand les flics abattent des "suspects" -- principalement de jeunes Maghrébins --, s'arrogeant eux-mêmes les rôles de juge, de jury et de bourreau (Cf. "Flics hors des quartiers immigrés", le Bolchévik n°39, mai) avec la bénédiction des sociaux-démocrates qui ont légalisé les appétits des flics dans les nouvelles lois sur les contrôles d'identité.

Les soi-disant sanctions contre les flics prises par Mitterrand, qui dut affronter personnellement la crise en passant par-dessus la tête de ses ministres désemparés, furent l'occasion d'essayer d'adoucir l'opposition parlementaire en nommant à la tête de la police Pierre Verbrugghe, ancien adjoint du directeur de cabinet actuel de Chirac. En fait, le front populaire est coincé: si les flics s'en tirent à bon compte, ils se sentiront les mains libres; si les flics sont "sanctionnés", cette "répression" timide ne fera qu'enhardir l'esprit de corps des flics. Dans les deux cas, cela voudra dire davantage de terreur et de brutalité policière contre les grévistes et les immigrés.

Les réformistes, qui défendent l'Etat bourgeois, et les centristes, qui prétendent avec cynisme qu'il y a une différence de classe entre l'Etat capitaliste et le gouvernement de front populaire, proposent sans arrêt des projets dangereux pour "démocratiser" ou "purger" la police; les marxistes doivent dénoncer ces tentatives de donner un visage plus présentable à la coercition, l'intimidation et la brutalité qui sont au coeur même de l'Etat bourgeois.

En fin de compte, seul un gouvernement ouvrier expropriant la bourgeoisie et écrasant l'inévitable résistance armée de la classe dirigeante, peut en finir avec la terreur et les brisages de grèves perpétrés par les flics. L'arrogance croissante de la police accompagne inévitablement et la montée de la lutte de classe (montée dont le signal a été donné par la vague de grèves du printemps dernier), et les tentatives du gouvernement pour attiser les antagonismes raciaux afin de détourner toute riposte face à l'inflation galopante et au chômage.

Il faut mobiliser le mouvement ouvrier pour défendre les grèves et pour défendre les droits de la population laborieuse contre les exactions racistes et la terreur de la flicaille. C'est la perspective que la LTF a avancée pendant toute la période de grèves des ouvriers de l'automobile combattis à Citroën et Flins -- pour des milices ouvrières basées sur les syndicats pour défendre les piquets de grève, repousser les attaques racistes et écraser les fascistes. L'attitude fondamentale des révolutionnaires envers la police capitaliste peut se résumer dans la revendication: "Abolition de la police -- Pour des milices ouvrières!" Les manifestants flics du 3 juin étaient armés; les fascistes s'arment. En liaison avec la constitution de groupes de défense ouvriers, il est nécessaire de faire de la propagande pour l'armement général des ouvriers.

BONAPARTISME

L'usure précoce, après deux ans de "gestion loyale" du capitalisme,

dont le gouvernement donne aujourd'hui les signes, renforce la détermination des partis bourgeois d'opposition à avancer les échéances. Porte-parole de leur politique, le Figaro (6 juin) explique: "L'essentiel est que les choses ne peuvent continuer ainsi. Eliminons, bien entendu, toute idée d'émeute ou de coup d'Etat. La seule solution envisageable est la voie légale. Il en existe une: les élections législatives. Dans trois ans c'est trop loin, car d'ici là, les dégâts seraient irréparables." Et ils sont bien déterminés à "pousser" la "légalité".

L'opposition a appris, à ses dépens, les atouts du parti au pouvoir dans le cadre de la Ve République lors des élections de mars, quand elle a été privée des bénéfices de sa victoire électorale. Les appels pour un référendum, pour des élections législatives, etc. doivent être appuyés par des manifestations de rue pour avoir une chance d'être "entendus"; sous la constitution bonapartiste de 1958, sa "voie légale" passe par des mobilisations extraparlémentaires!

Pour sortir du borborygme algérien, la bourgeoisie a dû avoir recours, en 1958, à de Gaulle, un bonaparte mis au pouvoir par les ultras de "l'Algérie française" et l'armée. Si aujourd'hui c'est Giscard en personne qui a évoqué avec complaisance le coup d'Etat de 1958, la bourgeoisie entend épuiser les moyens électoraux d'abord. Il faut un délabrement économique encore plus poussé et une crise sociale d'une plus grande envergure avant que la menace d'une prise de pouvoir bonapartiste prenne forme.

Mais même un régime qui a hâté le départ du front populaire dans le cadre strictement parlementaire sera beaucoup plus à droite que le régime giscardien qui a précédé celui de Mitterrand, un régime de revanchards hargneux. Les fascistes, bien que restant assez minoritaires, auront quand même gagné une certaine niche dans la vie politique bourgeoise à cause des services rendus à la bourgeoisie dans les mobilisations réactionnaires actuelles.

LE PCF POUR LA "DEFENSE NATIONALE"

Les travailleurs ont besoin d'actions de classe, mais leurs directions actuelles, surtout celles du PCF et de la CGT, forment l'obstacle principal. Pourtant, le rôle de lieutenant ouvrier de Mitterrand est une tâche ingrate; le PCF a été le grand perdant de l'union de la gauche. Il joue le rôle de paratonnerre vis-à-vis de la classe ouvrière sans pourtant gagner les faveurs de la bourgeoisie, qui se méfie toujours de ses liens à la bureaucratie soviétique. La bourgeoisie n'oublie pas non plus que le PCF, aujourd'hui réformiste, fut autrefois un enfant de la Révolution russe. Et ce front populaire, dont il est le serviteur loyal et zélé, attise le feu de l'antisoviétisme dont la prochaine cible peut bien être le PCF!

Tour à tour, Marchais, Lajoine et Séguy sont montés en première ligne dénoncer le plan Delors et le sommet impérialiste de Williamsburg. Séguy souhaite même que son parti devienne "contestataire", mais une semaine plus tard Juquin déclare à Toulouse: "Je préfère qu'il ait une attitude constructive, plutôt que contestataire." Tout ce grenouillage au sommet de l'appareil reflète

en partie la grogne du PCF. Mais, camarades du PCF, votre direction n'a aucune alternative. Marginalisé à la fois par la guerre froide et par son revers électoral de 1981, le PCF est la proie des contradictions d'un parti qui cherche vainement à concilier d'une part son soutien à la bureaucratie du Kremlin et son rêve illusoire de détente avec l'impérialisme et d'autre part son appartenance à un gouvernement qui est le porte-parole européen de la croisade impérialiste contre l'URSS. Et ainsi, les députés du PCF finiront-ils par voter la loi de programmation militaire 1984-88 qui renforce un arsenal de guerre

dicats! Indemnités de chômage sans limitation de durée et sans conditions pour tous les sans-emplois! Défense de la sécurité sociale, pas une seule réduction des prestations, droit à la sécurité sociale sans limitation de durée pour tous les chômeurs! Pas de recul sur les acquis des travailleurs du secteur public! Santé et transports gratuits!

Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs étrangers et leur famille! Lutte contre l'oppression raciale et nationale! Non aux expulsions! Milices ouvrières/immigrés pour la défense contre les attaques racistes -- Stoppons les fascistes!



Ci-dessus, les lieutenants ouvriers de Mitterrand avalent les couleurs de la guerre froide. Ci-contre, le 25 juin 1981, la LTF proteste contre un meeting antisoviétique sur l'Afghanistan

Le Bolchévik

dirigé explicitement contre le bloc soviétique! Au coeur même de tout front populaire est le gage donné au militarisme bourgeois de respecter la "défense nationale".

Dans le sillage de Chevènement, la direction du PCF propose une "politique de rechange", la politique d'un autre front populaire. Pas plus à "gauche", mais plus protectionniste. Un projet utopique, car il cherche à mettre le capitalisme français décrépit à l'écart de la crise mondiale, et réactionnaire, car il appelle le prolétariat français à se saigner et à se dresser contre ses frères de classe dans le monde pour restaurer les profits de ses propres exploités. Concilier la campagne chauvine "Produisons français!" avec la lutte de classe, c'est chercher à concilier l'eau et le feu!

Que faire? Pour la classe ouvrière, il n'y a en réalité qu'une seule solution: se battre ou endurer une dégradation continue des conditions de vie et, au bout du compte, une guerre nucléaire contre l'Union soviétique. Ce qu'il faut c'est un parti révolutionnaire qui reflète le caractère multinational de la classe ouvrière avec comme objectif un gouvernement ouvrier qui arrachera la richesse productive de ce pays des mains de la classe capitaliste et établira une économie planifiée dans le cadre d'une planification économique socialiste européenne. Il faut maintenant commencer la lutte pour forger une telle direction de la classe ouvrière, une direction pour la lutte de classe.

Du travail pour tous! Partage du travail disponible entre toutes les mains ouvrières, sans perte de salaire! Occupations d'usines et des mines contre les licenciements massifs et les fermetures! Pour un programme massif de travaux publics sous contrôle des syndicats et au tarif syndical! Contrôle syndical sur l'embauche -- programmes spéciaux pour une meilleure qualification des femmes et des immigrés!

Organisation de l'ensemble des chômeurs sous la direction des syn-

Solidarité ouvrière internationale! Non au protectionnisme chauvin! Pas un homme, pas un sou pour la machine de guerre impérialiste! L'ennemi principal est dans notre propre pays! Troupes françaises hors du Liban et hors d'Afrique! Indépendance des DOM-TOM! Défense militaire inconditionnelle de l'URSS, de l'Allemagne de l'Est, du Vietnam et des autres Etats ouvriers déformés! Réunification révolutionnaire de l'Allemagne! A bas l'OTAN et la force de frappe!

Balayez les bureaucrates syndicaux! Syndicats industriels, tous les ouvriers d'une même entreprise doivent être membres d'un seul syndicat avec droit de tendance à l'intérieur du syndicat! Pour un parti trotskyste pour lutter pour un gouvernement ouvrier! Expropriation sans compensation de l'industrie! Pour une économie socialiste planifiée! Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe!

Ce n'est pas une surprise de trouver que le camarade Lénine a dit en 1917 quelque chose qui est aujourd'hui très utile pour les révolutionnaires. Pendant la révolution de Février 1917 en Russie, Kérensky forma un front populaire avec des partis bourgeois, et les bolchéviks de l'intérieur, inconsistants, avançaient une formule qui les situait, soit dit en passant, bien plus à gauche de ce que nous entendons aujourd'hui dans la bouche des crétins parlementaires qui se considèrent comme l'"extrême gauche": soutenir le gouvernement provisoire "dans la mesure" où il lutte contre la réaction ou la contre-révolution. Lénine télégraphia de l'étranger son désaccord: "Notre tactique: méfiance absolue, aucun soutien nouveau gouvernement, Kérensky surtout soupçonnons, armement prolétarien seule garantie, (...) aucun rapprochement autres partis" (Oeuvres, tome 23). Tout ce que nous pourrions ajouter aujourd'hui c'est répéter la conclusion fondamentale de Trotsky à propos de notre époque: il n'a jamais été aussi urgent de construire le parti international imprégné des objectifs léninistes et de la détermination de Lénine.

البشفيك
Le BOLCHEVIK
 يسقط الرعب العنصري!
 جميع الحقوق الوطنية
 للمهاجرين!

Maintenant disponible en langue arabe:

**A BAS LA TERREUR RACISTE !
 PLEINS DROITS DE CITOYENNETÉ
 POUR LES IMMIGRÉS !**

2 F (port inclus) **Commande:**
Le Bolchévik
 B.P. 135-10
 75463 Paris cédex 10

La LCR doit choisir: les flics ou les immigrés

Action ouvrière contre la terreur raciste !

Depuis des mois, les mobilisations réactionnaires de la petite-bourgeoisie encadrée par les fascistes posent de façon impérieuse la nécessité d'une puissante riposte ouvrière de masse. Les trotskystes disent: il ne faut pas laisser la rue aux fascistes!

La manifestation appelée par la LCR le 18 mai à Paris n'avait rien à voir avec une telle riposte. "Contre la droite et la réaction: unité, mobilisation!" disait-elle -- un appel dans la vieille tradition social-démocrate pour un "front républicain" contre la "droite". Ainsi la direction de la LCR se substituait-elle aux directions réformistes traîtres qui, bien sûr, n'ont pas bougé le petit doigt contre la racaille fasciste.

"Montrons clairement que les espérances du 10 mai sont toujours vivantes, plus que jamais", pleurnichait Krivine dans l'éditorial de *Rouge* (n°1063, 13-19 mai) appelant à la manifestation. Mais, *pire encore, la LCR envisageait de manifester avec ceux qui, chaque jour, contrôlent, arrêtent et même descendent impunément des immigrés: les flics!* A plusieurs reprises, *Rouge* se vante de la participation de la FASP, "syndicat" de flics de "gauche", aux négociations pour organiser la "riposte". Or, cette FASP "socialisante" (ainsi, 70% de la police serait social-démocrate?) appelle à l'expulsion des étrangers qui sont des "récidivistes et des provocateurs" (*L'Humanité*, 10 avril 1982). Et elle a tracé la voie aux Halbwx et Le Pen en demandant une "aggravation des peines sans réduction, ni permissions, pour tous ceux qui utilisent les armes contre les policiers" (*Le Monde*, 17 juillet 1982).

Manifester pour le gouvernement de front populaire aujourd'hui, c'est forcément manifester avec et même pour "sa" police. Comment peut-il en être autrement quand ce gouvernement réinstalle la peine de mort de facto en favorisant les contrôles policiers, traite les grévistes de Citroën-Aulnay d'"agents de Khomeiny" et vante sa "fermeté" en matière de contrôle de l'immigration? Tout soutien au front populaire s'oppose à une mobilisation ouvrière anti-fasciste, surtout quand les mobilisations fascistes de la police sont encouragées par un gouvernement qui a donné le feu vert à la terreur policière!

Pas surprenant que, le 18 mai, la Ligue trotskyste fût seule à lancer les mots d'ordre "A bas la campagne raciste du gouvernement!" et "Flics hors des quartiers immigrés!" La décision de la LCR de faire passer la manifestation par le quartier



Cortège de la Ligue trotskyste le 18 mai à Paris

Le Bolchévik

immigré de Belleville est d'ailleurs dans ce contexte d'un cynisme grossier. Qu'attendre d'autre d'une organisation qui, à force de soutenir électoralement coûte que coûte la social-démocratie, appelle même à voter Gaston ("Marseille c'est la sécurité") Defferre!

Dans l'espoir d'attirer le PCF, le PS et la FASP, la direction de la LCR est allée si loin dans la capitulation au social-chauvinisme et au racisme du gouvernement qu'elle décida d'accepter sa propre manifestation. Les réformistes ne vinrent

Suite page 6

Nicaragua

Ils ont besoin de MIG !

La campagne de guerre froide antisoviétique est mondiale et il en est de même pour la guerre de classe. Mais exactement comme Castro conseille aux sandinistes d'éviter son "erreur" d'avoir renversé la bourgeoisie, les staliniens de Moscou cherchent à éviter un "nouveau Cuba" en Amérique. Un récent article du *Guardian* de Londres (27 avril) donne un compte-rendu effrayant de la ligne antirévolutionnaire du Kremlin en Amérique latine. Journaliste respecté et expert de l'Amérique latine, Richard Gott relate ainsi les propos de Viktor Volsky, le directeur de l'Institut de l'Amérique latine à Moscou: "Cela nous a coûté beaucoup d'envoyer du pétrole à Cuba -- deux pétroliers par jour pendant vingt ans. Nous n'aimerions pas avoir à répéter ça sur une plus grande échelle." Gott note que, lors de la rencontre, en mars dernier, entre le dirigeant du FSLN Daniel Ortega et Andropov, le communiqué officiel soulignait que le Nicaragua a "toutes les ressources nécessaires pour défendre la patrie et mettre en déroute les envahisseurs", et le dirigeant soviétique n'a rien offert de plus qu'une "sincère solidarité". L'article du *Guardian* continue:

"Aussi qu'arrive-t-il quand la solidarité n'est pas suffisante? 'Eh bien', dit le professeur Volsky quelque peu embarrassé, 'la lutte est une longue lutte. Il y a eu des défaites auparavant. Sandino lui-même a été vaincu (...). Je ne cite pas souvent Mahatma Gandhi et je ne crois pas non plus en la voie pacifique. Mais il a dit un jour: 'Chaque nouvelle défaite m'inspire.' Et c'est ce que je crois moi-même. Est-ce que la défaite du gouvernement chilien de Salvador Allende a été la victoire des sandinistes? Bien sûr que non.'" Et les masses chiliennes alors? Elles ont évidemment subi une défaite tragique, résultat de la politique traître du front populaire et de la "voie pacifique" impulsée non seulement par Allende mais aussi par le Kremlin.

Gott cite un autre spécialiste soviétique de l'Amérique latine, Karen Katchaturov: "Pour le Nicaragua nous avons un sentiment de solidarité, mais pour les pays du système socialiste mondial, ce qui bien sûr inclut Cuba, il n'y a pas de limite au principe de l'internationalisme." Par conséquent Cuba est inviolable. Le

Nicaragua -- et partout ailleurs en Amérique centrale et dans les Caraïbes où l'Union soviétique exprime sa solidarité -- est vulnérable et reste hors du bouclier soviétique." La conclusion de Gott est confirmée par l'interview donné au *Spiegel* (25 avril) par Andropov faisant une sinistre comparaison entre le Nicaragua et l'Afghanistan. Dans cet interview, Andropov demandait: "Les Etats-Unis seraient-ils indifférents à la nature d'un gouvernement au pouvoir au Nicaragua? Le Nicaragua est à une énorme distance de l'Amérique. Nous avons une frontière commune avec l'Afghanistan, et nous défendons nos intérêts nationaux en aidant l'Afghanistan." Ca a tout l'air, et c'est inquiétant, d'une offre d'"échanger" l'Afghanistan contre le Nicaragua. C'est la réponse d'Andropov aux provocations anti-vietnamiennes des USA qui sont en fait aussi une offre à l'URSS: "Retirez-vous du Nicaragua et du Salvador, et nous vous laisserons le Vietnam." Mais la contre-offre d'Andropov est une réponse contre-révolutionnaire!

Le congrès américain a voté une aide militaire à la junte sangui-

naire salvadorienne; elle est le triple de celle de 1982! La menace d'une intervention militaire directe de l'impérialisme américain est réelle. Mais les insurgés de gauche salvadoriens se battent essentiellement avec les armes légères récupérées à l'ennemi. Si les USA réussissent à écraser les guérilleros salvadoriens et les sandinistes nicaraguayens, leur prochaine cible sera Cuba, et les impérialistes en seront énormément encouragés dans leur projet de reconquérir l'URSS au capitalisme. C'est une nécessité vitale pour la classe ouvrière mondiale que l'URSS envoie des armes aux insurgés de gauche salvadoriens et des MIG au Nicaragua!

Volsky conclut son interview donné au *Guardian* en se plaignant -- ce qui est incroyable -- de ce que la politique de Reagan soit contraire aux intérêts impérialistes américains. "Ce qui semble inintelligent de la part des Etats-Unis est qu'ils poussent des pays vers le socialisme." On ne peut évidemment pas en dire autant de la part de Staline et de ses héritiers qui non seulement bradent les luttes des autres peuples mais aussi sapent dangereusement la sécurité de l'Etat soviétique et la défense des acquis d'Octobre avec leur politique cherchant à apaiser l'impérialisme. Les trotskystes disent: La défense de l'URSS et Cuba commence en Amérique centrale! Ecrasez la tentative de Reagan d'une nouvelle Baie des Cochons! Le Nicaragua a besoin de MIG!

adapté de *Workers Vanguard* n°329